



IDÉES

Klaus-Heiner Lehne et Pierre Moscovici

L'avenir des jeunes ne peut être obscurci par les conséquences de la crise sanitaire

Pour que l'argent des contribuables européens soit investi de manière efficace, l'utilisation des fonds publics doit être contrôlée et la redevabilité des chefs d'Etat garantie, rappellent le président de la Cour des comptes de l'UE et le premier président de la Cour des comptes

Afin de venir en aide à une jeunesse européenne frappée par la pandémie, veillons à ce que les plans de relance nationaux et européens profitent avant tout aux générations futures. La jeunesse, c'est l'espoir de meilleurs lendemains. C'est pourquoi il est primordial de réfléchir en priorité au destin des futures générations de citoyens européens, particulièrement heurtées par les conséquences des restrictions sanitaires. Elles subissent de plein fouet la précarisation économique, l'isolement et une série de ruptures scolaires, affectives et psychologiques.

En octobre dernier, l'Organisa-

tion de coopération et de développement économiques (OCDE) a prévenu que cette génération courrait le risque de rester au bord de la route. Les portes du marché du travail se ferment, le risque de pauvreté des 15-29 ans se situe 4 points plus haut que la moyenne de la population, le taux de décrochage scolaire atteint 10 %. Les jeunes qui ne sont pas en mesure de s'insérer sur le marché du travail perdent d'abord leurs compétences, puis leur motivation et finalement leur foi – en eux-mêmes et souvent dans ce système, qui ne semble plus leur donner aucune chance. Si nous voulons bâtir une Europe plus juste, plus

innovante et plus verte, il nous faut refuser d'alimenter un tel cercle vicieux.

Dans la brume rendant encore incertaine la sortie de crise sanitaire, le navire européen pouvait chavirer dans la tempête ou arriver, non sans peine, à bon port. L'Union européenne (UE) a indéniablement réagi avec force et disponibilité en proposant plusieurs mesures de réponse dès le début de la crise sanitaire. Tel est notamment le cas de l'instrument SURE de 87 milliards d'euros destiné à la protection des emplois et des salariés touchés par le Covid-19, ou encore des 22 milliards d'euros investis dans l'emploi des jeunes.





Mais, surtout, c'est le plan de relance pour l'Europe (Next Generation EU) de 750 milliards d'euros qui est le cœur de la réponse de l'Union. S'il ne constitue pas encore le « moment hamiltonien » de l'Europe, c'est-à-dire un moment fondateur d'une véritable fédération comme ce fut le cas pour les Etats-Unis à la fin du

XVIII^e siècle, ce plan incarne la volonté résolue de l'Union européenne de trouver une solution durable à un choc aussi violent.

Cette mesure était très attendue, non seulement par les pays les plus touchés par la crise, mais aussi par les citoyens européens qui espèrent depuis longtemps un signal fort de l'Europe. Il ne s'agit pas uniquement de réparer les dégâts causés par la pandémie, mais, bien au-delà, de financer les investissements pour préparer l'avenir. L'Union européenne se saisit de ce moment de grande rupture pour aller vers davantage d'intégration et porter un modèle ambitieux et renouvelé. Des fonds importants seront consacrés au développement durable, à l'éducation, à la recherche et aux projets numériques, qui serviront, par le biais de transitions économiques bien orchestrées, les intérêts des générations futures.

Dans un tel contexte, les promesses et les actions entreprises par l'UE doivent être contrôlées pour garantir la redevabilité des dirigeants, la transparence des mesures et la confiance des citoyens dans l'action publique. En tant que présidents de la Cour des comptes européenne et de la Cour des comptes française, nos objectifs sont clairs : nos institutions surveilleront le bon emploi des deniers publics, contribuant ainsi à garantir que l'argent des contribuables européens soit investi correctement et aussi efficacement que possible au profit des générations futures.

Identifier les risques potentiels

Les institutions supérieures de contrôle ont pour habitude de regarder dans le rétroviseur. Mais elles ne s'en contentent pas : elles éclairent aussi le présent et l'avenir. Nos missions s'articulent autour de l'examen et de l'analyse des projets a posteriori, d'ores et déjà clôturés, afin d'apporter toute la lumière et la transparence nécessaires sur l'utilisation des fonds publics. Nous œuvrons également à identifier les risques potentiels et à proposer des voies d'amélioration. Il ne fait aucun doute que l'expérience de cette pandémie nous permettra de tirer de précieuses conclusions, en particulier quant à la résilience de nos systèmes économiques et sociaux.

Nous consacrons depuis des mois une part considérable de nos capacités de travail à examiner les mesures adoptées pour lutter contre la pandémie. Nos contrôles ne doivent jamais représenter des obstacles au versement rapide des aides d'Etat, mais il convient de prêter une attention particulière aux dépenses qui auront un impact financier considérable sur les générations futures du fait de l'augmentation rapide de la dette publique.

Nous ne pouvons permettre que l'avenir de la jeunesse soit obscurci par les conséquences de la crise sanitaire. Au contraire, nous devons profiter de cette rupture historique pour prendre un nouveau départ et bâtir avec l'aide des jeunes une Europe plus moderne et plus résiliente. Cette opportunité est unique. ■

Klaus-Heiner Lehne est président de la Cour des comptes européenne depuis 2016. Ancien député au Parlement européen, il a été, entre autres, membre de la commission des affaires juridiques ; **Pierre Moscovici** est premier président de la Cour des comptes depuis juin 2020. Il a notam-

ment été commissaire européen aux affaires économiques et financières, ministre des finances, ministre des affaires européennes, député du Doubs et député européen



**NOUS DEVONS
PROFITER
DE CETTE RUPTURE
HISTORIQUE
POUR PRENDRE
UN NOUVEAU
DÉPART ET BÂTIR
UNE EUROPE
PLUS MODERNE
ET PLUS RÉSILIENTE**

